

Memorial

des

MÉMORIAL

DU

Großherzogthums Luxemburg.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.



Freitag, 18. Juni 1880.

Nr. 37.

VENDREDI, 18 juin 1880.

Gesetz vom 10. Juni 1880, wodurch die am 7. Januar zwischen dem Großherzogthum Luxemburg und den Niederlanden unterzeichnete Uebereinkunft in Betreff der Regelung der zwischen beiden Ländern schwebenden Schuldfrage genehmigt wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 9. Juni 1880 und derjenigen des Staatsrathes vom 10. dess. Mts., gemäß welcher eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird;

Haben verordnet und verordnen:

Einziger Artikel. Die am 7. Januar 1880 im Haag zwischen dem Großherzogthum Luxemburg und dem Königreich der Niederlande unterzeichnete Uebereinkunft, in Betreff der gegenseitigen Verzichtleistung auf die Geld- und sonstigen Forderungen, welche beiderseits als Folgen der Vereinigung beider Länder im Jahre 1815 und deren Trennung durch den Traktat vom 19. April 1839 erhoben worden sind, ist genehmigt.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „Memorial“ eingefügt werde, um von allen die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Im Loos den 10. Juni 1880.

Wilhelm.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
F. de Blochausen.
Der General-Director
der Finanzen,
B. v. Roëbe.

Loi du 10 juin 1880, qui approuve la convention conclue le 7 janvier 1880 entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, au sujet du règlement de la question de la liquidation pendante entre les deux pays.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 9 juin 1880 et celle du Conseil d'Etat du 10 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Est approuvée la convention signée à La Haye, le 7 janvier 1880, entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, concernant la renonciation réciproque aux réclamations pécuniaires et autres soulevées de part et d'autre comme conséquences de la réunion des deux pays en 1815 et de leur séparation sanctionnée par le traité du 19 avril 1839.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Au Loos, le 10 juin 1880.

GUILLAUME.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.
Le Directeur général
des finances,
V. DE ROEBE.

CONVENTION.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg,

Désirant mettre fin au différend qui existe entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas au sujet des réclamations pécuniaires de différente nature soulevées de part et d'autre comme conséquences de la réunion des deux Pays en 1815 et de leur séparation sanctionnée par le Traité du 19 avril 1839, et qu'une convention à ce sujet soit conclue entre les deux Pays, a nommé à cet effet Ses plénipotentiaires, savoir :

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

Le baron *Félix de Blochausen*, Grand-croix de l'Ordre de la Couronne de chêne de Luxembourg, chevalier de 2^{me} classe de l'Ordre du Lion d'or de Nassau, Grand-croix de l'Ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., Son Ministre d'État, Président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg ;

Et pour le Royaume des Pays-Bas :

Le baron *Constant-Théodore de Lynden de Sandenburg*, Grand-croix des Ordres du Lion néerlandais et de la Couronne de chêne de Luxembourg, chevalier de 1^{re} classe de l'Ordre du Lion d'or de Nassau, etc., etc., Son Chambellan et Ministre des affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, et

Considérant que s'il est vrai que les prétentions susvisées et élevées de part et d'autre pourraient donner lieu à une décision arbitrale, il est incontestable que les difficultés d'une liquidation qui serait la conséquence presque inévitable d'un jugement arbitral, entraîneraient des longueurs et la continuation d'une situation anormale, qu'il importe à la dignité et aux intérêts de deux pays amis et placés sous le sceptre du même Prince, de faire cesser aussitôt que possible ;

Considérant que si dans des pourparlers et des négociations poursuivis jusqu'ici par les deux Gouvernements, le principe de l'arbitrage avait été admis comme pouvant seul mettre fin à un débat durant depuis trop longtemps déjà, il est vrai encore que l'aplanissement du litige qui en faisait l'objet, importait plus à la dignité des deux Gouvernements qu'à leurs intérêts financiers ;

Sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}.

Le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et le Royaume des Pays-Bas, d'autre part, renoncent réciproquement et sans aucune réserve à toutes les réclamations pécuniaires ou autres prétentions de quelque nature qu'elles puissent être, soulevées ou pouvant être soulevées ultérieurement comme conséquences de la réunion des deux Pays en 1815 et de leur séparation sanctionnée par le Traité du 19 avril 1839, et déclarent ainsi avoir finalement terminé et liquidé par voie de compensation toutes les réclamations et prétentions que l'une des Hautes Parties contractantes pourrait faire valoir contre l'autre.

Art. 2.

La présente convention est conclue sous la réserve de l'approbation législative.

Elle sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu dans les six mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à La Haye, le 7 janvier 1880.

(L. S.) F. DE BLOCHAUSEN.

(L. S.) DE LYNDEN DE SANDENBURG.

(La convention ci-dessus est ratifiée et l'échange des ratifications a eu lieu le 12 juin 1880.)

Beschluß vom 17. Juni 1880, wodurch der Maximal-Betrag der Postaufträge im inländischen Verkehr bestimmt wird.

Der General-Director der Finanzen;
Nach Einsicht des Art. 45 des allgemeinen
Post-Regulativs vom 31. August 1877;

Nach Einsicht des Art. 3 des Beschlusses vom
9. December 1878;

Nach Berathung der Regierung im Conseil;

Beschließt:

Art. 1. Der Maximal-Betrag von Quittungen,
Waarenrechnungen und Wechsel, welche im in-
ländischen Verkehr im Wege des Postauftrages
eingezogen werden können, ist auf 500 Franken
festgesetzt.

Art. 2. Gegenwärtige Verfügung wird mit
dem 1. Juli d. Js. in Kraft treten.

Luxemburg den 17. Juni 1880.

Der General-Director der Finanzen,
B. v. Roëbe.

**Beschluß vom 18. Juni 1880, die Wieder-
eröffnung der Fischerei betreffend.**

Der General-Director des Innern;

Nach Einsicht des Art. 7 des Gesetzes vom 6.
April 1872 über die Fischerei;

Beschließt:

Art. 1. Der Beschluß vom 8. d. Mts., be-
treffend das zeitweilige Verbot der Fischerei in
allen Wasserläufen des Landes, mit Ausnahme
der Alzette, der Sauer unterhalb der Brücke von
Ettelbrück und der gemeinschaftlichen Theile jener
Gewässer, welche die Grenze zwischen dem Groß-

**Arrêté du 17 juin 1880, déterminant le maximum
de l'import des mandats d'encaissement dans
le service postal intérieur.**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES;

Vu l'art. 45 du règlement général des postes
du 31 août 1877;

Vu l'art. 3 de l'arrêté du 9 décembre 1878;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête:

Art. 1^{er}. le maximum de l'import des quit-
tances, factures et effets de commerce, dont l'en-
caissement peut être opéré par l'administration
des postes dans le service intérieur, est fixé à
500 francs.

Art. 2. La présente disposition entrera en
vigueur avec le 1^{er} juillet prochain.

Luxembourg, le 17 juin 1880.

Le Directeur général des finances,
V. DE ROEBÉ.

Arrêté du 18 juin 1880, relatif à la pêche.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR;

Vu l'art. 7 de la loi du 6 avril 1872 sur la
pêche;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'arrêté du 8 juin 1880, portant in-
terdiction temporaire de la pêche dans tous les
cours d'eau du pays, à l'exception de l'Alzette,
de la Sûre en aval et à partir du pont d'Ettel-
bruck, et des parties moyennes des eaux qui
forment limites entre le Grand-Duché et les États

herzogthum und den Nachbarstaaten bilben, wird mit Freitag, den 25. d. Mts. einschließlich, außer Kraft treten.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß soll in's „Memorial“ eingerückt, und in allen Gemeinden des Großherzogthums angeschlagen werden.

Luxemburg den 18. Juni 1880.

Der General-Director des Innern,
H. KIRPACH.

voisins, est rapporté à partir de vendredi, 25 courant inclusivement.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et affiché dans toutes les communes du Grand-Duché.

Luxembourg, le 18 juin 1880.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.
